



Monsieur Philippe DISTLER
Directeur Général
ARCEP
7, square Max Hymans
75730 Paris cedex 15

Paris la Défense, le 31 mai 2012

Réf. : DRC/MGB/12-041

Par courrier électronique (thd@arcep.fr) et courrier recommandé avec accusé de réception

Objet : Réponse de SFR à la consultation publique de l'ARCEP concernant la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux FttH mutualisés pour l'habitat isolé

Monsieur le Directeur Général,

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes a lancé, le 13 avril dernier, une consultation publique concernant la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux FttH mutualisés pour l'habitat isolé.

J'ai le plaisir, par le présent courrier, de vous communiquer la réponse de SFR.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Boulay', with a long horizontal stroke extending to the right.

Marie-Georges BOULAY
Directeur Réglementation, Concurrence
et contrats opérateurs



Contribution de SFR à la consultation publique de l'ARCEP du 13 avril 2012
portant sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements
des réseaux FttH mutualisés pour l'habitat isolé

SFR remercie l'Autorité de lui offrir l'opportunité de présenter ses observations concernant les premiers retours d'expérience sur l'application de la règle de complétude des déploiements des réseaux FttH pour les habitats isolés. Il est en effet important que les conditions de mises en œuvre de cette règle de complétude pour l'habitat isolé soient clarifiées par l'ARCEP, de telle sorte que cette règle ne constitue pas un frein aux projets en cours ou ultérieurs.

SFR partage les principales problématiques exposées par l'Autorité dans la consultation publique pouvant être rencontrées dans le cadre du déploiement d'un réseau capillaire à proximité immédiate de « l'ensemble des logements » des zones moins denses, au sens de la décision ARCEP n° 2010-1312 du 14/12/2010.

Celles-ci concernent :

- L'équation économique des déploiements dans les zones à habitat isolé ou diffus ;
- L'arbitrage entre le déploiement partiel sur toutes les communes et le déploiement exhaustif sur certaines communes seulement ;
- L'articulation dans le temps entre le déploiement FttH et des technologies alternatives.

Question 1 :

Avez-vous rencontré ou avez-vous connaissance de telles problématiques liées à l'application de la règle de complétude des déploiements pour certains types d'habitat ou de zones ?

Dans l'affirmative, pouvez-vous les décrire ? Quelles conséquences ont-elles eu sur vos projets de déploiements FttH ?

A ce stade d'avancement de ses déploiements FTTH en dehors des zones très denses, SFR a effectivement été confrontée à des difficultés de nature à faire obstacle à la complétude de construction d'un réseau capillaire.



Deux cas d'espèce illustrent cette problématique :

A - Sur une ville en zone moins dense, SFR a constaté qu'un quartier entier se trouvait enclavé en raison d'un encerclement par des lignes ferroviaires. La distance n'est donc pas en cause.

Dans cette situation la complétude d'un déploiement FTTH peut être compromise en raison de difficultés inhérentes à la topographie des lieux et à la présence d'obstacle(s) difficilement franchissables, empêchant la desserte d'un ensemble de logements.

Ce cas de figure illustre le fait que, du point de vue d'un opérateur d'immeuble, l'isolement d'un quartier peut être la conséquence de difficultés techniques et/ou opérationnelles de déploiement horizontal de son réseau optique, et ce, indépendamment de toute notion d'éloignement d'un autre quartier ou du centre-ville.

B - Par ailleurs, dans le cadre d'une expérimentation au cours de laquelle un réseau d'initiative publique a couvert le tiers des logements d'une commune, une étude complémentaire a établi que le coût moyen du raccordement final des deux derniers tiers augmenterait de plus de 100 % par rapport au coût moyen observé sur la zone déjà desservie.

Ainsi, la densité horizontale (métrique mesurant le linéaire de génie civil nécessaire en fonction du nombre de logements à atteindre), la rareté ou la faible capacité des infrastructures existantes et la mise en œuvre de solutions plus complexes ou plus onéreuses (déploiement en aérien ou en façade dans certains cas) concourent à bouleverser le modèle économique d'un tel déploiement.

Si un tel cas de figure, imprévu lors de la décision d'investissement, était rencontré par un investisseur privé, et en l'absence de subventionnement par la collectivité, ceci le conduirait probablement à effectuer un arbitrage entre un projet de couverture partiel d'un certain nombre de communes, ou la couverture complète d'un nombre de communes plus modeste.

Afin d'envisager les modalités de mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements dans les cas d'habitats isolés, l'Autorité propose une liste non exhaustive de définitions possibles de cette notion :

Définition 1 : un logement est isolé s'il fait partie d'un ensemble de 1 à 3 bâtis, éloignés de plus de 100 mètres de tout autre ensemble de bâtis. Cette définition correspond à celle utilisée dans la cartographie des interfaces forêt/habitat.



Définition 2 : une autre méthode consiste à faire une partition dite de Voronoï du territoire, en prenant, pour centre des polygones de Voronoï, les logements ou locaux à usage professionnel du territoire. La méthode consiste à partir des logements ou locaux à usage professionnel que l'on représente par des points sur une carte, et à associer à chacun de ces logements ou locaux la surface qui l'entoure, de telle sorte que tout point de cette surface soit plus proche du logement en question que de n'importe quel autre logement. Dans ce cadre, il pourrait être considéré qu'un logement est isolé si la surface de son polygone de Voronoï associé est supérieure à 1 hectare.

Définition 3 : enfin, il est également possible de retenir une définition basée sur la distance entre le point de concentration (PC) et le répartiteur du réseau cuivre de France Télécom (NRA) desservant le logement considéré, divisée par le nombre de logements desservis par chacune des portions du réseau (distance pondérée). Ainsi, il serait possible de considérer qu'un logement est isolé s'il est situé à une distance pondérée de son NRA de rattachement dépassant un certain seuil (qui resterait à définir). Par exemple, la distance associée au logement rouge du schéma ci-dessous est :

$$\text{distance pondérée} = \frac{d(\text{SR} - \text{PC})}{5} + \frac{d(\text{NRA} - \text{SR})}{300}$$

Question 2 :

***Parmi les définitions proposées, laquelle vous semble la plus pertinente ?
Avez-vous connaissance d'autres définitions de l'habitat isolé ?***

SFR souhaite appeler l'attention de l'ARCEP sur le fait qu'aucune des trois définitions proposées par l'ARCEP n'apparaît satisfaisante, car elles sont toutes fondées sur le seul principe d'éloignement ou de distance entre différentes unités de logements.

SFR considère, comme en témoignent les exemples précités, que la problématique, objet de la présente consultation, ne dépend pas simplement de la distance pouvant séparer des logements entre eux, mais relève avant tout de la conjonction de difficultés techniques ou opérationnelles d'une part, et de contraintes économiques d'autre part.

S'agissant de communes rurales, un logement serait donc isolé, bien moins en raison de son éloignement du centre de la commune concernée, ou d'un point situé au cœur d'un quartier plus dense, que du fait de son inaccessibilité à une nouvelle boucle locale optique.



Suggestion de pose différée du point de branchement optique :

L'Autorité propose une piste d'aménagement de la règle de complétude à la manière des engagements en taux de couverture des opérateurs mobiles.

Question 3 :

Estimez-vous que la solution préconisée permette de répondre aux principaux problèmes identifiés? Le cas échéant, quels aménagements/compléments serait-il pertinent d'ajouter afin de garantir l'effectivité des objectifs poursuivis ?

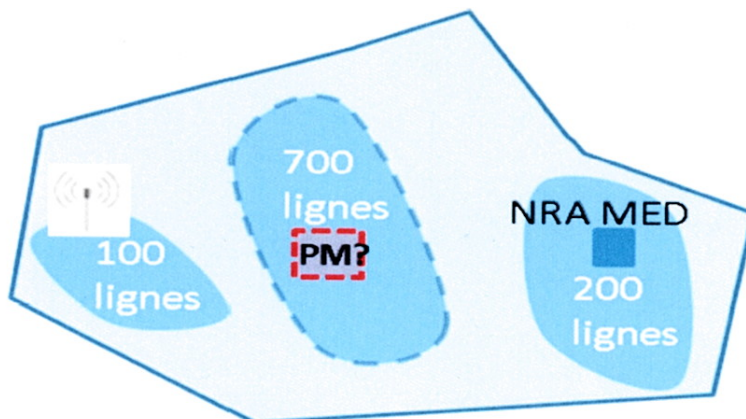
SFR estime que, dans le cadre de projets de couverture de certaines communes rurales, une part minoritaire des logements restant à couvrir pourraient coûter aussi cher que la part majoritaire.

En conséquence, plus qu'un aménagement du délai maximal de déploiement, la piste de réflexion à privilégier consiste à déterminer comment la collectivité serait susceptible de financer le surcoût inhérent à une couverture exhaustive à la maille communale, en particulier si le coût réel d'un raccordement final peut atteindre plusieurs fois le coût habituellement constaté.

Par ailleurs, si la suggestion formulée par l'Arcep consistant à différer dans le temps la construction d'un Point de Branchement Optique peut apporter de la souplesse, celle-ci n'est pas de nature à résoudre les difficultés de déploiement liées à la présence d'obstacles techniques ou naturels (traversée de fleuve, pont, voie ferrée ...).

Enfin, lorsque des technologies alternatives sont susceptibles de compléter efficacement la couverture FTTH à l'échelle communale et qu'une concertation permet d'assurer un déploiement en cohérence avec le(s) projet(s) de la collectivité, il serait pertinent de pouvoir déroger à l'obligation figurant au deuxième alinéa de l'article 3 de la décision n° 2010-1312.

L'exemple mentionné par l'ARCEP en page 13 de sa consultation illustre parfaitement notre propos :





Malheureusement, dans sa rédaction actuelle, la règle selon laquelle la zone arrière d'un point de mutualisation doit regrouper au minimum un millier de logements, en l'absence d'offre de raccordement distant, ne prévoit aucune exception. Une solution où la dérogation serait acceptée pourrait être d'indiquer un rayon maximum autour du PM de X m plutôt qu'un nombre de prises dans ces zones rurales.

Question 4 : Si vous estimez que la solution préconisée n'est pas la plus pertinente, quelle solution suggérez-vous ?

Au-delà du facteur temps, d'autres paramètres pourraient être adaptés afin de contribuer efficacement à la complétude recherchée.

En premier lieu, SFR suggère de réfléchir avec l'ARCEP, les autres opérateurs et les représentants des collectivités locales à la façon dont le surcoût d'un raccordement final, au-delà des limites tarifaires figurant à l'offre de référence de l'opérateur d'immeuble, pourrait être financé par la collectivité. Ce financement devrait bien entendu être compatible avec le régime des aides d'Etat.

En second lieu, SFR considère qu'une dérogation au principe de la maille communale, serait vertueuse en dehors des zones très denses, si elle était accompagnée d'une distinction de traitement de l'habitat isolé défini de façon plus complète (i.e. pas exclusivement métrique) et opérationnelle, comme nous le proposons.

En effet, à l'occasion d'une consultation de co-investissement préalable à un déploiement, il semble préférable de permettre à un opérateur de choisir de cofinancer ab initio certaines poches ou secteurs d'une commune, dont les critères de caractérisation restent à discuter, puis de cofinancer a posteriori les autres poches.

Actuellement cette possibilité est écartée, les opérateurs commerciaux se trouvant contraints lors d'une consultation de s'engager sur une commune sans distinction géographique, ce qui peut les dissuader d'investir et les amener à privilégier la location ultérieure des lignes.

L'adoption d'une telle mesure de souplesse favoriserait selon nous l'investissement et la contribution progressive des opérateurs sur un territoire plus important, sans remettre en cause l'obligation de raccorder « l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements » qui figure à l'article 3 de la décision ARCEP n° 2010-1312.
